



**PRÉFET  
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**RECUEIL  
DES  
ACTES ADMINISTRATIFS  
CABINET DU PREFET**

**N° Spécial**

**22 Avril 2022**

**PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE**

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**N° Spécial CABINET du 22 Avril 2022**

<b>Arrêté</b>	<b>Date</b>	<b>CABINET DU PREFET</b>	<b>Page</b>
CAB/DS/BSI N°2022-281	22.04.2022	Arrêté préfectoral instituant un périmètre au sein duquel la présence de certaines catégories de supporters est réglementée et instaurant certaines mesures de police à l'occasion de la rencontre de football du samedi 23 avril 2022 entre les équipes du « Racing club de Lens» et du «Paris-Saint-Germain» au Parc des Princes	3
ANNEXE		Voies et délais de recours	6

CABINET DU PREFET  
DIRECTION DES SECURITES  
BUREAU DE LA SECURITE INTERIEURE

Arrêté préfectoral N°**CAB/DS/BSI/2022/281 du 22 avril 2022** instituant un périmètre au sein duquel la présence de certaines catégories de supporters est réglementée et instaurant certaines mesures de police à l'occasion de la rencontre de football du samedi 23 avril 2022 entre les équipes du « Racing club de Lens » et du « Paris-Saint-Germain » au Parc des Princes

**LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L. 211-2 et L. 211-5 ;

**Vu** le code du sport, notamment son article L. 332-16-2 ;

**Vu** le code pénal ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment ses articles 72 et 73 ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de monsieur Laurent HOTTIAUX, en qualité de préfet des Hauts-de-Seine ;

**Vu** l'arrêté PCI n°2022-019 du 21 mars 2022 portant délégation de signature à madame Sandra GUTHLEBEN-CECCARONI, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Hauts-de-Seine ;

**Vu** l'arrêté du préfet de police n°2022-00347 du 15 avril 2022 instituant un périmètre au sein duquel la présence de certaines catégories de supporters est réglementée et instaurant certaines mesures de police à l'occasion de la rencontre de football du samedi 23 avril 2022 entre les équipes du « Racing Club de Lens » et du « Paris-Saint-Germain » au Parc des Princes ;

**Vu** l'avis du maire de la ville de Boulogne-Billancourt ;

**Considérant** que, en application de l'article L. 332-16-2 du code du sport, le représentant de l'Etat dans le département peut, par arrêté, restreindre la liberté d'aller et de venir des personnes se prévalant de la qualité de supporter d'une équipe ou se comportant comme tel sur les lieux d'une manifestation sportive et dont la présence est susceptible d'occasionner des troubles graves pour l'ordre public ; que le fait pour les personnes concernées de ne pas se conformer à l'arrêté pris en application des deux premiers alinéas est puni de six mois d'emprisonnement et d'une amende de 30 000 euros en application du même article ;

**Considérant** que, à l'occasion de la 34<sup>ème</sup> journée du championnat de ligue 1, l'équipe de football du « Paris-Saint-Germain » recevra celle du « Racing Club de Lens » au parc des princes à Paris 16<sup>e</sup> le samedi 23 avril 2022 et que la commune de Boulogne-Billancourt se trouve à proximité immédiate ;

**Considérant** qu'il existe un antagonisme ancien entre les supporters des deux clubs ; que lors de la rencontre entre les deux clubs en mai 2008 au Stade de France (Seine-Saint-Denis), une banderole insultante à l'égard des lensois a été déployée, provoquant des rétorsions des supporters lensois envers les supporters parisiens ; que dans la nuit du 30 avril 2021, tandis que les matchs se déroulaient à huit-clos, des supporters du « Paris-Saint-Germain » ont dégradé le bus de l'équipe lensoise en inscrivant dessus un message injurieux, provoquant la colère des supporters lensois ;

**Considérant** dès lors qu'il existe des risques sérieux pour que la rencontre du samedi 23 avril 2022 au parc des Princes soit l'occasion d'affrontements et de violents incidents entre supporters parisiens, les « Ultras du Paris-Saint-Germain » et leurs homologues lensois aux abords de l'enceinte sportive, dans les rues adjacentes ou à la hauteur des débits de boissons environnants, avant et après le match ;

**Considérant**, que la présence en nombre des « Ultras du Paris-Saint-Germain » dans le stade est susceptible de générer des incidents en tribune, notamment entre ces derniers et la sécurité du stade, voire avec les supporters lensois, et devrait conduire à un usage important d'engins pyrotechniques et détonants, faits constitutifs d'un délit puni de trois ans d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende en application de l'article L.332-8 du code du sport, avec un risque d'envahissement du terrain par ceux-ci, notamment en fin de match ;

**Considérant**, qu'une rencontre du championnat de France de rugby à XV (Top 14) aura lieu le même jour entre les équipes du stade Français et de la section paloise au stade Jean Bouin, dans le même périmètre que le parc des Princes, générant des risques de croisements des flux de supporters des deux rencontres ;

**Considérant**, par ailleurs, que le samedi 23 avril 2022 de nombreux autres rassemblements et événements se tiendront dans la capitale et sa proche banlieue, qui mobiliseront fortement les services de police et de gendarmerie pour en assurer la sécurité et le bon déroulement ;

**Considérant** que, dans ses conditions, à l'occasion du match de football le samedi 23 avril 2022 entre les équipes du « Paris-Saint-Germain » et du « Racing Club de Lens » au parc des Princes, seule une interdiction d'accès à un périmètre autour de ce stade des regroupements de supporters de « Racing club de Lens » ou se comportant comme tel est de nature à prévenir les atteintes à la sécurité des personnes et des biens, ainsi que certaines mesures d'interdiction, dont celle de détention et de transport de boissons alcooliques ainsi que leur consommation sur la voie publique du périmètre ;

**Sur proposition** de la directrice de cabinet du préfet des Hauts-de-Seine,

<b>ARRETE</b>
---------------

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Le samedi 23 avril 2022, de 12h00 à 24h00, il est institué à Boulogne-Billancourt un périmètre de sécurité délimité par les voies suivantes :

- rue du Commandant-Guilbaud ;
- place de l'Europe ;
- rue Nungesser-et-Coli ;
- boulevard d'Auteuil ;
- avenue Robert Schuman ;

- route de la reine ;
- avenue Victor Hugo.

## **ARTICLE 2**

Dans le périmètre délimité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté et à la date et aux heures indiquées, sont interdits sur la voie publique :

- 1° La présence de supporters du « Racing Club de Lens » ou se comportant comme tel ;
- 2° L'introduction, la détention et le transport de tous objets susceptibles de constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal ou pouvant servir de projectile présentant un danger pour la sécurité des personnes et des biens, en particulier les bouteilles en verre, ainsi que l'introduction, la détention et le transport de boissons alcooliques et leur consommation sur la voie publique.

Les mesures prévues à l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux résidents qui pourront justifier de cette qualité par tous moyens, ainsi que dans les parties du périmètre régulièrement occupées par des restaurants et débits de boissons titulaires des autorisations nécessaires.

## **ARTICLE 3**

La directrice de cabinet du préfet des Hauts-de-Seine et le directeur territorial de la sécurité de proximité des Hauts-de-Seine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète, directrice de cabinet

Sandra GUTHLEBEN

## **VOIES et DELAIS de RECOURS**

Si vous estimez devoir contester la présente décision, il vous est possible dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification qui vous sera faite :

- soit de saisir d'un **RECOURS GRACIEUX**  
le préfet des Hauts-de-Seine  
166-177 avenue Joliot Curie - 92013 NANTERRE CEDEX
- soit de former un **RECOURS HIERARCHIQUE**  
auprès du ministre de l'intérieur  
direction des libertés publiques et des affaires juridiques  
place Beauvau – 75008 PARIS
- soit de saisir d'un **RECOURS CONTENTIEUX**  
le tribunal administratif de Cergy- Pontoise  
2-4, boulevard de l'Hautil - B.P. 30322 - 95027 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Les recours **GRACIEUX** et **HIERARCHIQUES** doivent être écrits, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée.

Le recours contentieux s'exerce pour contester la **LEGALITE** de la présente décision, doit également être écrit et exposer votre argumentation juridique relative à ce non-respect.

Si vous n'aviez pas de réponse à votre recours **GRACIEUX** et **HIERARCHIQUE** dans un délai de deux mois à compter de la date de réception par l'administration de votre recours, celui-ci doit être considéré comme rejeté (décision implicite de rejet).

En cas de rejet des **RECOURS GRACIEUX** ou **HIERARCHIQUES**, le tribunal administratif peut être saisi d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la date de la décision de rejet.

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**DU**

**PREFET DES HAUTS-DE-SEINE**

**ISSN 0985 - 5955**

Pour toute correspondance, s'adresser à :

**PREFET DES HAUTS-DE-SEINE**

Direction de la Coordination des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial  
Pôle de Coordination Interministérielle

167/177, Avenue Joliot Curie  
92013 NANTERRE CEDEX

Le recueil des actes administratifs est consultable en ligne sur le site de la préfecture  
adresse Internet :

<http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>

**Directeur de la publication :**

Laurent HOTTIAUX

**PREFET DES HAUTS-DE-SEINE**

**PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE**

167-177, avenue Joliot Curie 92013 NANTERRE Cedex

Courriel : [courrier@hauts-de-seine.gouv.fr](mailto:courrier@hauts-de-seine.gouv.fr)

Standard : 01.40.97.20.00 Télécopie 01.40.97.25.21

Adresse Internet : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>